

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1928.

Projet de loi **concernant la création autour des aérodromes utilisés par** **une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité** **frappée de servitudes aéronautiques (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. FIEULLIEN.

MESSIEURS,

Un projet de loi ayant le même objet que le projet actuel fut déposé à la Chambre le 26 février 1924 (doc. n° 160). Après examen des sections et de la Section centrale, il fut adopté et fit l'objet du rapport n° 305 de la même année.

Le projet devint caduc par suite de la dissolution du Parlement.

Le projet actuel est dans ses grandes lignes la reproduction du projet primitif. Il reprend les différents amendements proposés à ce dernier par la Section centrale, sauf sur un point que nous examinerons plus loin.

* * *

L'exposé des motifs justifie clairement le projet. Il a été adopté dans toutes les sections et n'y a donné lieu qu'à quelques demandes d'explications au sujet de l'article 8.

Cet article stipule que « l'établissement des servitudes aéronautiques ne donne droit à aucune indemnité sauf éventuellement pour les biens situés dans les couloirs de dégagement auxquels elles porteraient un préjudice réellement justifié ».

(1) Projet de loi, n° 27.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée :

1° des membres de la Commission de la Défense Nationale : MM. Pirmez, président; Berloz, Marck, vice-présidents; Ernest, Pierco et Van Hoeck, secrétaires; Buyt, de Burlet, de Gérardon, Delacolette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Hoen, Mansart, Marck, Mathieu, Missiaen, Pierco, Pouillet, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Vanden Corput.

2° de six membres désignés par les sections : MM. Merget, Huysmans, Carton, de Kerchove d'Exaerde, de Burlet, Van Hoeck.

Un membre a soulevé la question de savoir si le fait même de frapper un bien de servitude n'ouvre pas pour le propriétaire du bien un droit à indemnité.

Cette question a été longuement étudiée, nous a répondu le Ministre de la Défense Nationale, par les pouvoirs judiciaires et par les Chambres législatives, notamment lors de la discussion de la loi du 2 avril 1873 sur les servitudes militaires, et résolue négativement.

La Section centrale partage cette façon de voir. Il est à remarquer que par la servitude établie sur les terrains des zones de sécurité la hauteur seule des constructions est limitée. Une réglementation analogue existe d'ailleurs dans toutes les localités de quelque importance. Une zone de non-bâtisse est établie par la loi le long des routes de l'Etat. Ces interdictions ne causent pas de préjudice et ne donnent pas lieu à indemnité.

Il peut n'en être pas de même toutefois pour les interdictions plus sévères établies pour les terrains situés dans les couloirs de dégagement. Ici il ne peut être établi aucune construction, plantation ou obstacle. S'il s'agit de terrains de culture cette servitude n'est guère de nature à causer préjudice mais il pourrait n'en être pas ainsi s'il s'agit de terrains à bâtir. C'est pourquoi le projet prévoit que pour ces biens, s'il y a préjudice, une indemnité annuelle peut être accordée aux propriétaires.

Interrogé sur les raisons du mot « réellement » dans la disposition relative au préjudice (préjudice réellement justifié) le Ministre a répondu :

« Il faut entendre par préjudice réellement justifié, un préjudice certain et immédiat justifié par les faits. Il ne suffit par exemple pas qu'un terrain se trouve le long d'une route pour qu'il soit considéré comme terrain à bâtir, il faudrait que des habitations soient en construction dans les environs immédiats ».

Cette réponse n'a pas satisfait la Section centrale. Si elle admet que le préjudice doit être justifié et que pour l'être il faut qu'il soit certain, elle ne peut admettre comme règle absolue l'exemple donné à l'appui de la réponse. Il lui paraît que, du moment qu'un préjudice est justifié, il l'est et il est inutile d'y ajouter. La section centrale propose donc la suppression du mot « réellement ».

Par le même article 8 il est proposé de limiter à 405.000 francs par an l'ensemble des indemnités qui pourraient être éventuellement réparties entre les propriétaires à indemniser.

Cette limite, nous dit la réponse ministérielle, trouve sa justification dans le fait qu'il s'agit ici non pas d'une indemnité obligatoire mais d'une simple libéralité et que le chiffre de 405.000 francs représente la différence entre l'intérêt de la valeur du terrain considéré comme terrain à bâtir et la valeur de la location du terrain de culture, pour les terrains situés dans les couloirs de dégagement.

La Section Centrale estime que les conditions actuelles ne sont pas immuables, des circonstances nouvelles peuvent modifier la situation et justifier dans l'avenir des changements dans l'attribution des indemnités. L'inscription dans la loi du maximum en question pourrait alors être un obstacle. La section propose la suppression de la disposition.

**

La Section Centrale chargée de l'examen du projet de 1924 avait proposé de laisser à l'Arrêté Royal fixant la zone de sécurité et les couloirs de dégagement, la faculté de réduire éventuellement l'étendue de ceux-ci.

Elle justifiait sa proposition dans ces termes :

« L'article 2 stipule que la zone de sécurité aura une profondeur de 400 mètres

sur tout le pourtour de l'aérodrome et que les couloirs de dégagement auront une largeur de 200 mètres, sur toute la profondeur de la zone (soit sur 400 mètres de longueur).

La profondeur de 400 mètres est comptée à partir de la limite du terrain d'atterrissage et serait donc la même pour tous les aérodromes, quelle que soit leur situation. Or, il est évident que l'étendue du terrain d'atterrissage joue ici le rôle principal. Un terrain d'atterrissage de grande étendue ne nécessite pas une zone de servitude aussi grande qu'un terrain plus petit. La profondeur de la zone de sécurité devrait donc être établie d'après la situation spéciale de chaque aérodrome et non pas être fixée uniformément par la loi. Les limites fixées par l'article 2 devraient être des maxima qui ne pourraient être dépassés mais qui pourraient être réduits au minimum indispensable. La détermination de ces limites pourraient être faite par l'arrêté royal prévu à l'article 5 »

Le projet actuel ne tient pas compte de cette suggestion. La Section centrale partageant la manière de voir de sa devancière, en reprend la proposition.

L'article 6 stipule que les servitudes sont établies de plein droit dès le jour du dépôt au siège des administrations communales des communes intéressées et que ces administrations devront en aviser par lettre recommandée les propriétaires des terrains frappés de servitudes *tels qu'ils sont inscrits au cadastre*. Il se pourrait donc que pour les terrains qui auraient passé entre les mains d'un autre propriétaire que celui figurant au cadastre, le vrai propriétaire ne soit pas averti. Ne vaut-il pas mieux, dès lors, ne pas inscrire dans la loi les mots « *tels qu'ils sont inscrits au cadastre* » et de laisser aux administrations communales le soin d'aviser les propriétaires du moment? C'est le sentiment de la Section centrale qui propose en outre d'ajouter à l'article une disposition fixant aux communes un délai de 15 jours maximum pour adresser aux propriétaires les avertissements dont il s'agit.

Comme en règle générale aucune construction ne peut être faite sans une autorisation de la commune il serait utile d'inscrire dans la loi une disposition interdisant aux communes, d'accorder des autorisations contraires à la présente loi.

Le projet a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

C. FIEULLIEN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 2.

Ajouter : Ces dimensions peuvent être réduites par Arrêté royal.

ART. 3.

Ajouter : Les dimensions de ces

AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

ART. 2.

Toevoegen : Deze afmetingen kunnen bij Koninklijk besluit worden verminderd.

ART. 3.

Toevoegen : De afmetingen van

zones peuvent être réduites par Arrêté royal.

ART. 5.

Modifier le commencement de la disposition comme suit : Pour chaque aérodrome, *l'emplacement et l'étendue* de la zone de sécurité....

ART. 6.

3^{me} alinéa. A. Supprimer les mots « tels qu'ils sont inscrits au cadastre ».

B. Ajouter à la fin « au plus tard endéans les 15 jours de la réception des documents.

Ajouter un 4^{me} alinéa : Les administrations communales veilleront à ce que dans les autorisations de bâtisse qu'elles délivrent la présente loi soit strictement observée.

ART. 8.

A. — Supprimer au 1^{er} alinéa, dernière ligne, le mot : « *réellement* ».

B. — Supprimer le 3^{me} alinéa.

ART. 11.

Intercaler à l'avant-dernière ligne après : autorité militaire, les mots : « ou civile ».

(Ceci pour simplifier la procédure et éviter tout conflit d'attributions).

deze strooken kunnen bij Koninklijk besluit worden verminderd.

ART. 5.

Den aanhef van de bepaling wijzigen als volgt : Voor elk vliegveld worden *de plaats en de uitgestrektheid* van den veiligheidsgordel en de.....

ART. 6.

3^e alinea. A. De woorden « zooals zij bij het kadaster ingeschreven staan » laten wegvallen.

B. Aan het slot toevoegen « ten uiterste, binnen de 15 dagen na de ontvangst der stukken ».

Een vierde alinea toevoegen : De gemeentebesturen zorgen er voor, dat in de door haar afgeleverde toelatingen tot bouwen deze wet streng wordt nageleefd.

ART. 8.

A. — In de 1^{ste} alinea, voorlaatste regel, het woord « *werkelijk* » laten wegvallen.

B. — De 3^e alinea laten wegvallen.

ART. 11.

In de 3^e alinea, vierde regel, na het woord « militaire », de woorden « of burgerlijke » inlasschen.

(Dit alles om de proceduur te vereenvoudigen en elk beding wegens de bevoegdheden te vermijden.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MEI 1928.

Wetsontwerp

over het inrichten van een aan krijgsmachtbaarheden onderworpen veiligheidsgordel, rondom de vliegvelden door één of meer eskadrils van 't Leger gebruikt (1).

Verslag

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FIEULLIEN.

MIJNE HEEREN,

Een wetsontwerp dat hetzelfde doel had als hetgeen ons wordt voorgelegd, werd ter Kamer ingediend den 26^e Februari 1924 (Gedr St. n° 160).

In de afdeelingen en de Middenafdeeling werd het aangenomen en gaf aldus aanleiding tot het verslag n° 303 van hetzelfde jaar.

Het verviel echter wegens de ontbinding van het Parlement.

Het ontwerp dat ons thans bezig houdt, geeft in gróóte trekken het eerste ontwerp weer, en herneemt aldus de verschillende amendementen welke destijds door de Middenafdeeling werden voorgesteld, op een punt na dat wij verder zullen onderzoeken.

De Memorie van Toelichting verklaart zeer duidelijk het ontwerp. Al de afdeelingen hebben het aangenomen en slechts enkele ophelderingen werden gevraagd over artikel 8

Dit artikel luidt onder meer : « Het vestigen der luchtvaart-dienstbaarheden geeft geen recht op eenige vergoeding behalve, desvoorkomend, voor de op uitwegen gelegen goederen waar zij werkelijk bewezen nadeel zouden aan toebrengen »

(1) Wetsontwerp, n° 27.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit :

1) de leden van de Commissie voor de Landsverdediging : de heeren Pirmez, voorzitter; Berloz, Marck, ondervoorzitters; Ernest, Pierco en Van Hoeck, secretarissen; Buyl, de Burlet, de Gérardon, Delacollette, Devèze, Fieullien, Goffaux, Horn, Mansaert, Mathieu, Missiaen, Pouillet, Samyn, Theelen, Vandemeulebroucke, Vanden Corput.

2) uit zes leden door de afdeelingen benoemd : de heeren Mergel, Huysmans, Carton, de Kerchove d'Exaerde, de Burlet, Van Hoeck.

Een lid heeft de vraag opgeworpen of het feit, een goed met dienstbaarheid te bezwaren, aan den eigenaar van dat goed geen recht geeft op vergoeding.

Die kwestie werd langdurig onderzocht, antwoordde ons de Minister van Landsverdediging, door de rechterlijke machten en door de Wetgevende Kamers, inzonderheid bij de bespreking van de wet van 2 April 1873 betreffende de militaire krijgsdienstbaarheden, en in ontkennenden zin opgelost.

De Middenafdeeling sluit zich bij die meening aan. Men dient er bij op te merken, dat door de op de gronden van de veiligheidsgordels gelegde dienstbaarheid, alleen de hoogte van de gebouwen beperkt is. Eene dergelijke regeling bestaat ten andere in al de gemeenten van eenig belang. Eene strook waarop niet mag gebouwd worden, wordt door de wet langs de Staatswegen afgeleijnd. Deze bepaling berokkent geen nadeel en geeft geen aanleiding tot vergoeding.

Het kan echter zijn, dat dit niet geldt voor verder strekkende verbodsbepalingen betreffenden gronden die gelegen zijn op de uitwegen. Daar mag geen enkel gebouw, beplanting of hindernis aangebracht worden. Is het akkerland, dan zal deze dienstbaarheid daar weinig nadeel veroorzaken, maar is het bouwgrond, dan zou het een ander geval kunnen zijn. Daarom voorziet het ontwerp dat, voor deze goederen, indien er schade voorkomt, aan de eigenaars eene jaarlijksche vergoeding kan verleend worden.

Ondervraagd over de beteekenis van het woord « werkelijk » in de bepaling betreffende het nadeel (« werkelijk bewezen nadeel ») heeft de Minister geantwoord :

« Door werkelijk bewezen nadeel moet men verstaan, een zeker en onmiddellijk nadeel dat door de feiten wordt bewezen. Het is bij voorbeeld niet voldoende dat een grond langs een weg ligt om beschouwd te worden als bouwgrond daar zouden in de onmiddellijke omgeving huizen moeten in aanbouw zijn »

Dit antwoord heeft de Middenafdeeling niet voldaan. Zoo zij aanneemt dat het nadeel moet bewezen zijn, en dat het daarom zeker moet zijn, kan zij niet het voorbeeld tot staving van dit antwoord gegeven als volstrekten regel aannemen. Zij is van oordeel dat een nadeel, van zoodra het bewezen is, bestaat, en dat het onnoodig is er iets bij te voegen. De Middenafdeeling stelt dus voor het woord « werkelijk » te doen wegvallen.

In hetzelfde artikel 8, wordt voorgesteld de gezamenlijke vergoedingen, desvoorkomend te verdeelen onder de betrokken eigenaars, te beperken op 405,000 frank per jaar.

Deze beperking, zegt het ministerieele antwoord, vindt zijne verklaring in het feit dat er hier geen sprake is van eene verplichte vergoeding, maar wel van eene eenvoudige tegemoetkoming, en dat het cijfer 405,000 frank het verschil vertegenwoordigt tusschen den interest van de waarde van den als bouwgrond geachten grond, en de waarde van de huur van den akkergrond, voor de gronden gelegen op de uitwegen.

De Middenafdeeling meent dat de tegenwoordige toestanden niet onveranderlijk zijn, nieuwe omstandigheden kunnen den toestand wijzigen en in de toekomst veranderingen in de toekenning van de vergoedingen wettigen. Het bepalen in de wet van het maximum zou alsdan een beletsel kunnen zijn. De Middenafdeeling stelt voor de bepaling te doen wegvallen.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp van 1 24, had voorgesteld aan het Koninklijk besluit, dat den veiligheidsgordel en de uitwegen vaststelt, over te laten desvoorkomend de uitgestrektheid er van te bepalen

Zij verklaarde haar voorstel als volgt :

« Artikel 2 bepaalt dat de veiligheidsgordel eene diepte van 400 meter zal hebben op den geheelen omloop van het vliegveld en dat de uitwegen 200 meter breed zullen zijn op de geheele diepte van den gordel (d. i. op 400 meter lengte).

De diepte van 400 meter wordt berekend van af de grens van het landings-terrein en zou dus dezelfde zijn voor al de vliegvelden, waar zij ook gelegen zijn. Het spreekt echter vanzelf, dat de uitgestrektheid van het landingsterrein hier de voornaamste rol speelt. Heeft het landingsterrein een groote uitgestrektheid dan, moet de aan dienstbaarheid onderworpen strook niet zoo groot zijn als voor een minder uitgestrekt terrein. De diepte van den veiligheidsgordel zou dus moeten vastgesteld zijn volgens den bijzonderen toestand van elk vliegveld en zou niet eenvormig door de wet moeten worden bepaald. De grens vastgesteld in artikel 2 zou een maximum moeten zijn, die men niet zou mogen overschrijden doch die op een noodwendig minimum zou mogen teruggebracht worden. De bepaling van deze grens zou kunnen geschieden bij het Koninklijk besluit dat in artikel 5 voorzien wordt ».

Het voorliggend ontwerp houdt geene rekening met dit standpunt. De Middenafdeeling heeft de zienswijze van de vorige Middenafdeeling goedgekeurd en dient opnieuw het voorstel in.

Artikel 6 bepaalt dat de dienstbaarheden van rechtswege gevestigd zijn van af den datum waarop de stukken neergelegd zijn bij de besturen der betrokken gemeenten en dat deze besturen de eigenaars der belaste gronden, *zoovels zij bij het kadaster ingeschreven staan*, bij aangeteekenden brief moeten op de hoogte stellen.

Het zou dus kunnen gebeuren dat, voor de gronden die in handen van een anderen eigenaar zijn, dan die welke op het kadaster voorkomt, de ware eigenaar niet verwittigd worde. Ware het dan niet beter, in de wet niet op te nemen de woorden « *zoovels zij bij het kadaster ingeschreven staan* » en aan de gemeentebesturen de zorg toe te vertrouwen de echte eigenaars te verwittigen ? Dit is het gevoelen van de Middenafdeeling ; zij stelt bovendien vóór, aan het artikel eene beschikking toe te voegen waarbij de gemeenten zouden verplicht zijn bedoelde kennisgeving aan de eigenaars te laten geworden, binnen een termijn van ten hoogste 15 dagen.

Daar het een algemeene regel is, dat geen gebouw mag opgericht worden zonder machtiging van de gemeente, zou het nuttig zijn in de wet eene bepaling op te nemen waarbij, het aan de gemeenten verboden wordt machtigingen te verleenen die strijdig zijn met deze wet.

Het ontwerp werd eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE.

ART. 2.

Ajouter : Ces dimensions peuvent être réduites par Arrêté royal.

ART. 3.

Ajouter : Les dimensions de ces zones peuvent être réduites par Arrêté royal.

ART. 5.

Modifier le commencement de la disposition comme suit : Pour chaque aérodrome, *l'emplacement et l'étendue* de la zone de sécurité...

ART. 6.

3^{me} alinéa. A. **Supprimer** les mots « tels qu'ils sont inscrits au cadastre ».

B. **Ajouter** à la fin « au plus tard endéans les 15 jours de la réception des documents ».

Ajouter un 4^{me} alinéa : Les administrations communales veilleront à ce que dans les autorisations de bâtisse qu'elles délivrent la présente loi soit strictement observée.

ART. 8.

A. — **Supprimer** au 1^{er} alinéa, dernière ligne, le mot « *réellement* ».

B. — **Supprimer** le 3^{me} alinéa.

ART. 11.

Intercaler à l'avant-dernière ligne après : autorité militaire, les mots : « ou civile ».

(Ceci pour simplifier la procédure et éviter tout conflit d'attributions).

AMENDEMENTEN DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

ART. 2.

Toevoegen : Deze afmetingen kunnen bij Koninklijk besluit worden verminderd.

ART. 3.

Toevoegen : De afmetingen van deze strooken kunnen bij Koninklijk besluit worden verminderd.

ART. 5.

Den aanhef van de bepaling wijzigen als volgt : Voor elk vliegveld worden *de plaats en de uitgestrektheid* van den veiligheidsgordel en de...

ART. 6.

3^o alinea. A. **De woorden** « zooals zij bij het kadaster ingeschreven staan » **laten wegvallen.**

B. **Aan het slot toevoegen** « ten uiterste, binnen de 15 dagen na de ontvangst der stukken ».

Een vierde alinea toevoegen : De gemeentebesturen zorgen er voor, dat in de door haar afgeleverde toelatingen tot bouwen deze wet streng wordt nageleefd.

ART. 8.

A. — In de 1^{ste} alinea, voorlaatste regel, het woord : « *werkelijk* » **laten wegvallen.**

B. — De 3^o alinea **laten wegvallen.**

ART. 11.

In de 3^o alinea, vierde regel, na het woord « militaire », **de woorden** « of burgerlijke » **inlasschen.**

(Dit alles om de proceduur te vereenvoudigen en elk beding wegens de bevoegdheden te vermijden.)